



Pour les retraites, Tous dans la rue le 24 juin !

Les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation du 27 mai qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- La remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires.
- La reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical.
- La question des nouvelles ressources reste pleine et entière.
- La situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Les annonces du gouvernement sur la réforme des retraites constituent un projet de régression sans précédent qui consiste à faire payer la crise aux salariés et aux retraités.

Avec le décalage de 60 à 62 ans, tous les salariés vont devoir travailler plus longtemps pour des retraites plus basses. Les fonctionnaires vont en outre, avec l'alignement du taux de cotisation sur le privé, voir leurs salaires nets baisser de façon sensible, de l'ordre d'un jour de salaire par mois !

Au total ce sont les salariés qui vont subir l'essentiel de l'effort dans des conditions qui vont accroître les inégalités, en particulier pour les femmes, les jeunes et les précaires. L'effort demandé aux hauts revenus et aux entreprises est inférieur à celui qui est exigé des fonctionnaires. Avec la mise en extinction des départs avant 60 ans des parents de trois enfants, les mères de famille seront particulièrement touchées. Il en sera de même pour les plus basses pensions de la Fonction Publique. De nouvelles régressions sont mises en perspective, puisque des dispositifs visant à ajuster les mesures en cas de déficit accru, par exemple le gel de pensions, sont prévus.

Rien n'est joué !

L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à manifester le jeudi 24 juin 2010.

Rassemblements :

**Carcassonne, à 9 h 30 au Square A. Chénier,
Narbonne, à 10 h 30 devant la Médiathèque.**